



Communiqué de presse

Fonction publique : la diète encore ?

La FSU a été reçue par le ministre chargé de la fonction publique, Stanislas Guerini, pour faire un tour d'horizon et évoquer l'agenda social de l'année.

Il ressort que le gouvernement ne prévoit aucun arbitrage budgétaire pour des nouvelles mesures salariales d'urgence, après celles annoncées en juillet jugées unanimement des plus insuffisantes. Pourtant, l'inflation continue de grever le pouvoir d'achat et de dégrader les conditions de vie.

Le ministre Guerini a indiqué sa volonté d'aboutir sur un accord sur la prévoyance pour la Fonction publique d'Etat. La FSU a réaffirmé la nécessité de préciser le texte, notamment pour clarifier les évolutions statutaires et assurer la continuation de la carrière en cas d'invalidité.

Le ministre a présenté son approche pour envisager un cycle de discussions pouvant prendre annuellement la forme de négociations. Il indique par ailleurs inscrire cette négociation annuelle portant sur les mesures affectant les rémunérations dans la loi de finances suivante. La FSU a cependant remarqué qu'au-delà de la forme, aucun effort budgétaire pérenne n'était à l'ordre du jour. Elle a souligné que, sans cadre et mesures générales s'appliquant à tous les agent-es, les effets des politiques salariales auraient les mêmes effets qu'actuellement : éclatement des situations, perte d'attractivité, mise en concurrence, blocage des mobilités. La FSU a également rappelé que de nouvelles mesures ne pouvaient exonérer le gouvernement de corriger les déséquilibres des grilles résultant de la politique d'ajustement au coup par coup de ces dernières années.

Enfin, la FSU a critiqué la méthode qui a consisté à annoncer un projet de loi pour la fonction publique alors qu'aucune discussion ou information n'était intervenue préalablement. La FSU reste très vigilante car les premiers éléments présentés laissent plutôt entrevoir une nouvelle boîte à outils managériale pour que les politiques de carrières et de rémunérations soient plus malléables dans le court-terme...

Pour la FSU, c'est d'une tout autre politique que la Fonction publique a besoin.

Bagnolet, le 21 septembre 2023

